

Agenda européen pour la formation des adultes

“Un défi européen à relever ensemble”



Les 9 et 10 octobre derniers, l'Agence Erasmus+ France éducation et formation (2E2F) organisait à Paris un séminaire dans le cadre de l'Agenda européen pour la formation des adultes (AEFA). À l'ordre du jour : la présentation du bilan d'expérimentations de trois comités opérationnels. Avec la participation de la Commission européenne, sous l'égide d'un comité de pilotage composé de six ministères et de onze grands acteurs nationaux.



“

Pour favoriser la qualité et l'efficacité de l'offre de formation, il est nécessaire d'innover

”



Jean Vanderspelden, consultant "apprentissage, FOAD, numérique et territoires" pour la société ITG, évaluateur externe AEFA

Orientation, formation et accompagnement au service des adultes peu qualifiés

Antoine Godbert, directeur de l'agence Erasmus+ France, en est convaincu, la formation tout au long de la vie à l'échelle de l'Union européenne est une problématique dont les acteurs doivent se saisir à l'échelle locale. Et pour cela, "nous sommes, à l'agence, des concepteurs d'outils". C'est précisément à travers ce positionnement que des travaux ont été engagés voici deux ans, dans le cadre de l'Agenda européen pour la formation des adultes. Le séminaire "Bilan des expérimentations", qui se tenait le 9 et 10 octobre à l'Insep (Paris), a permis aux différents contributeurs de restituer les avancées de réflexions issues d'études et d'expérimentations¹ soutenues par la coordination française de l'AEFA.

Acquérir un "savoir-devenir"

Un exemple a été apporté par les animateurs du service militaire adapté (SMA), qui permet l'insertion socioprofessionnelle de jeunes Ultramarins "décrocheurs", par un accompagnement rigoureux et pragmatique. "Nous proposons aux jeunes Ultramarins les plus éloignés de l'emploi l'accompagnement adéquat pour acquérir un savoir-devenir qui leur permette de bâtir un projet professionnel", a exposé le capitaine Patrick Fontaine, du commandement du SMA, au ministère de l'Outre-mer. Qui s'est réjoui que "76 % des 5 429 jeunes accueillis en 2013 ont trouvé un emploi, dont un tiers d'emplois durables", grâce à cet accompagnement individualisé, de proximité, et surtout en lien avec les institutions du territoire : acteurs de l'orientation, de

la formation, de l'emploi et de l'insertion, du patron de PME au préfet de région.

Pour que les bénéficiaires puissent évoluer facilement

Pour réussir leur mission d'accompagnement des individus à mieux s'adapter aux mutations de leur société, les opérateurs de la formation tout au long de la vie disposent d'un levier majeur : travailler ensemble. Témoignage de Myriam Schauwers, coordinatrice nationale AEFA en Belgique : "Dans notre pays, dont le paysage institutionnel est fragmenté, nous avons créé une zone de confiance entre l'ensemble des opérateurs, supprimé les réflexes identitaires de chaque acteur et centré nos efforts et nos énergies sur les bénéficiaires." Elle a insisté sur "la création de

passerelles entre les différents dispositifs, de sorte que le bénéficiaire puisse évoluer facilement à la fois dans l'orientation, la guidance, la formation, l'éducation et la validation le conduisant vers l'emploi".

Un réseau de "vecteurs"

"En Grèce, qui connaît une récession profonde et un taux de chômage élevé, il a fallu, pour obtenir des résultats encourageants, créer un réseau de personnes-clés et de « vecteurs » (du secteur public, des régions et des municipalités, des partenaires sociaux, des ONG, de la société civile). Et élaborer un projet de politique commune par toutes les parties prenantes", a témoigné Maria Kapnari, coordinatrice de l'AEFA en Grèce. Une pratique courante en Allemagne, où, grâce au système dual les individus semblent mieux équipés que dans les autres pays européens pour s'adapter aux mutations de leur société. "Il faut encourager les entreprises à être davantage formatrices afin d'être plus performantes et garantir aux salariés de bonnes conditions d'adaptation aux mutations économiques", a rappelé Roger Hessel, consultant à l'Institut fédéral pour l'enseignement et la formation professionnelle (Bunderinstitut für Berufsbildung, Bibb)².

Chaque citoyen acteur de son parcours

En France, "en instituant le conseil en évolution professionnelle, la loi du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle fait de l'accompagnement un outil important de gestion de parcours", a indiqué Fabien Beltrame, chef du département Orientation

L'AGENCE 2E2F ET LE PROJET AEFA

Le Parlement européen a adopté en 2012 une résolution fixant les objectifs à l'horizon 2020 définissant les priorités en matière d'éducation et de formation des adultes dans les pays de l'Union. Pour mettre en œuvre les axes prioritaires, la Commission européenne soutient un réseau de 34 coordinateurs nationaux. En France, c'est l'Agence Erasmus+ France éducation et formation (2E2F) qui remplit ce rôle. Depuis deux ans, la coordination française de l'Agenda européen pour la formation des adultes conduit des expérimentations dans l'objectif d'appuyer la construction de politiques communes en faveur de la formation tout au long de la vie.

www.2e2f.fr

professionnelle et formation à la direction générale de Pôle emploi. Il contribue à "améliorer la capacité de l'individu à faire ses propres choix professionnels et à lui apporter des clés de compréhension de son environnement professionnel". Ainsi donc, le conseiller ou l'accompagnateur ne doit, "en aucun cas, lui imposer aucune action. Il doit rester libre de ses choix". Dans cet outil, qui entre en vigueur dès le 1^{er} janvier 2015, "on retrouve la sémantique de la résolution du Conseil de l'Union européenne du 21 novembre 2008³, qui insiste sur le fait que l'orientation consiste essentiellement à donner aux citoyens les moyens de les rendre acteurs (de la construction de leur parcours de formation et d'insertion), tout au long de la vie", s'est réjoui Fabien Beltrame.

Chaque accompagnement est singulier

On comprend pourquoi, a rappelé Laurence Bonnafous, chercheur en sciences de l'éducation, chaque accompagnement est, et doit



Laurence Bonnafous, Recherche et innovation sociale, experte AEFA

être, singulier : "Il s'inscrit dans un environnement bien donné qui diffère d'avec celui des autres." Elle propose, cependant, à l'accompagnateur de concilier l'individu et le collectif en inscrivant son action dans l'interrogation sur ce que vaut cet accompagnement et au nom de quoi on accompagne. Une telle approche de l'accompagnement a permis aux conseillers des Missions locales, dans le cadre des contrats emploi d'avenir, de travailler avec des jeunes sur une "meilleure connaissance de leurs compétences et savoir-être indispensables pour entrer dans le marché du travail", a témoigné Fabienne Schremp, directrice de la Mission locale de Massy, VitaCité. Qui a rappelé que, pour être efficace, ce travail ne peut se faire que de concert avec le jeune, le conseiller et l'employeur.

Une cartographie des étapes d'intermédiation

À Clermont, dans l'Oise, plusieurs experts territoriaux encadrés par la Région Picardie ont planché pendant deux ans sur la question des partenariats au niveau local afin de permettre une intégration réussie des publics en alternance. Ils ont, à cet effet, dressé une cartographie des étapes d'intermédiation tout



Le capitaine Patrick Fontaine, du commandement du SMA au ministère de l'Outre-mer



L'atelier "Formaliser une méthodologie de construction de partenariat territorial pour favoriser une entrée réussie en alternance"

en identifiant les acteurs en présence afin de mieux les coordonner. *"Nous avons travaillé sur les conditions de réussite de l'alternance en misant sur une action prioritaire : le renforcement du rôle des Régions",* a relevé Catherine Belotti, dirigeante de Social innovation, experte AEFA. Un travail qui s'inscrit dans la droite ligne de la nouvelle réforme de la formation professionnelle. *"La loi du 5 mars 2014 confirme le rôle renforcé des régions et des centres de formation dans l'accompagnement des jeunes."*

Prochaine étape : le renforcement de l'accompagnement dans l'entreprise. *"Encore beaucoup de jeunes décrochent dans les premiers temps du parcours. D'où notre volonté d'agir dans les deux premiers mois qui sont déterminants. Nous souhaitons également réfléchir aux modalités d'intervention des Régions et à la professionnalisation des acteurs."*

Compétences transversales

Autre enjeu de taille dans l'accompagnement des parcours, celui de l'évaluation des compétences. Et c'est précisément l'objet de l'une des expérimentations menées depuis 2011. Les experts ont tenté de construire un référentiel pouvant servir à l'orientation, à la formation et à la reconnaissance professionnelle. *"Nous nous sommes intéressés à tous les publics, que ce soient les demandeurs d'emploi, les salariés ou encore les personnes en insertion par l'activité économique",* a expliqué Jacques Bretaudeau, du Cafoc de Nantes, expert AEFA.



Nous devons sortir de nos cercles d'experts pour aller sur le terrain, en partenariat avec l'ensemble des acteurs



L'approche s'est réalisée en trois temps : l'identification des compétences, la définition des indicateurs pour permettre une logique de progression pour chaque compétence et la conception des dispositifs en fonction des publics et de la finalité (orientation, formation, développement et reconnaissance des

compétences. *"Nous nous sommes beaucoup appuyés sur les modalités d'évaluation en confrontant l'auto-positionnement avec les résultats de positionnement externe."* Des expérimentations qui ont vocation à être diffusées de manière plus large : *"L'objectif est d'élargir notre travail dans une logique de partage avec les acteurs tant au niveau local que national."* Une réflexion est également conduite pour permettre d'adapter le dispositif à la validation des acquis "formels" et "informels".

Un changement de contexte

"Nous sommes confrontés à un changement de contexte mettant en situation des apprenants de plus en plus connectés. Pour favoriser la qualité et l'efficacité de l'offre de formation, il est nécessaire d'innover." Jean Vanderspelden, consultant "apprenance, FOAD, numérique et territoires" pour la société de portage salarial ITG et évaluateur externe AEFA, en est convaincu, la mutation vers le numérique a profondément modifié la manière d'apprendre. *"D'où la nécessité de faire du ré-ingéniering pédagogique."*

Travailler en partenariat

Alors, quelle est la solution la plus efficace pour assurer aux individus une employabilité tout au long de la vie, dans une société qui connaît des transformations profondes et rapides des conditions de travail et des métiers ? *"Le plus important est de nous investir davantage dans l'évaluation de l'impact de nos politiques actuelles sur les bénéficiaires",* a répondu Claudio Vitali, coordinateur national de l'AEFA en Italie.

Selon lui, les acteurs nationaux et internationaux ont une bonne connaissance des problématiques engendrées par les mutations, savent les décrire et les analyser. *"Nous avons à notre disposition tous les outils : lois, résultats de prospection et de comparaison avec d'autres pays, échanges de bonnes pratiques, etc. Nous devons sortir de nos cercles d'experts pour aller sur le terrain, en partenariat avec l'ensemble des acteurs – et tenir un langage clairement compréhensible par les personnes confrontées aux difficultés des mutations économiques."*

■ Célia Coste et Knock Billy

1. "Promotion de l'alternance : quels partenariats pour une entrée en alternance réussie ?" ; "Acteurs de l'orientation et accompagnement des adultes peu qualifiés" ; "Évaluer les compétences transversales : outils, techniques, méthodes".
2. www.bibb.de
3. "Mieux inclure l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie."

